

QUE CESSE L'IMPOSTURE ET QUE VIVE UN SYNDICALISME LIBÉRÉ DE LA TUTELLE EUROPÉENNE !

**Pour le plein emploi
et la souveraineté
des organisations
syndicales**



Des organisations syndicales, au fil des décennies, ont développé les luttes permettant d'engranger des conquêtes sociales : SMIC, augmentation des salaires, conventions collectives, statuts, réduction du temps de travail, congés payés, Sécurité sociale, retraites par répartition, droit d'expression des salariés et de leurs représentants, etc. De même, les syndicats ayant pour objet une transformation radicale de la société, libérée de l'exploitation capitaliste, porteurs d'une véritable visée internationaliste, suscitent le respect.

La Confédération européenne des syndicats (CES) représente exactement l'inverse : aux antipodes de ce qui est la raison d'être du syndicalisme. Elle est constituée essentiellement d'organisations syndicales euro-réformistes qui donnent leur caution à la régression sociale dans chacun de leur pays. La direction de la CES est étroitement liée aux institutions de Bruxelles ; elle le reconnaît elle-même.

Dans le texte préparatoire à son 13^e congrès on peut lire : « *La confédération européenne des syndicats doit clairement s'affirmer comme un outil syndical au service des travailleurs européens et pas seulement comme un interlocuteur des autorités européennes. Elle doit s'émanciper de la commission européenne et investir davantage le champs syndical dans ses actions.* » Autrement dit la priorité de la CES est de se réformer de l'intérieur pour répondre à ses objectifs proclamés à l'origine, comme d'autres croient que l'Union européenne peut se réformer de l'intérieur ! Quel aveu de soumission et d'intégration à l'UE ! Au contraire il faut en sortir, comme de l'euro et de l'OTAN, pour reconquérir la souveraineté des peuples.

Le Parti de l'émancipation du peuple (ex-MPEP) est particulièrement écœuré et révolté par le positionnement de la CES sur la Grèce.

En effet, le 1^{er} juillet 2015, la GSEE (Confédération générale des travailleurs Grecs), le plus important syndicat des travailleurs du secteur privé en Grèce, totalement corrompu et contrôlé par le PASOK, affilié à l'inénarrable CES, a fait une stupéfiante déclaration publique. Elle demandait purement et simplement l'annulation du référendum voté par le Parlement grec, prévu le 5 juillet ! Le même jour, la CES a immédiatement proclamé son soutien à cet appel de la Confédération générale des travailleurs grecs. Autrement dit, la CES a pris une position, au nom de tous les syndicats qui en sont membres, pour dénier le droit des Grecs à décider pour eux-mêmes !

<https://www.etuc.org/press/etuc-supports-greek-trade-union-call-cancel-referendum#.VerZgc4fVAY>

Le Parti de l'émancipation du peuple a alors appelé syndicalistes et citoyens à signer un appel pour exiger que la CGT, la CFDT, FO, la CFTC, l'UNSA, syndicats français membres de la CES, et la FSU qui a demandé son adhésion, condamnent les propos de la CES : les Grecs doivent être souverains et libres de choisir leur destin. Mais pas de réponse de ces confédérations... gênées ou complices ?

Désormais, tout le monde peut le constater de manière de plus en plus nette : on ne peut à la fois être euro-péiste et syndicaliste, euro-péiste et démocrate. Il faut choisir. La CES avait choisi depuis le début. Mais alors que plusieurs confédérations françaises ont dit leur rejet du Traité constitutionnel européen (TCE) en 2005 et leur refus du Traité sur la stabilité, la coordination et la gou-

vernance (TSCG) en 2012, comment peuvent-elles se reconnaître dans la CES, soutien objectif et inconditionnel de l'Union européenne qui agit manifestement contre les droits sociaux et les libertés syndicales ? Comment ne pas comprendre les raisons profondes de la désyndicalisation des Français qui, comme une grande partie des abstentionnistes aux élections européennes notamment, perçoivent la collaboration entre les directions syndicales, les directions politiques des partis de gauche, avec l'Union européenne et les intérêts des classes dirigeantes ?

Le 13^e Congrès de la CES, comme d'habitude, se déroulera à la fois sous les spots médiatiques et sans que les syndicalistes y soient vraiment associés. A l'affiche, Jean-Claude Juncker, François Hollande, Martin Schulz, et bien d'autres responsables politiques participent à l'ouverture du Congrès tandis que les adhérents des organisations syndicales françaises affiliées à la CES sont tenus à l'écart. Les textes ne sont connus que de quelques-uns, et ne sont de toute façon pas amendables : encore une preuve de la marque de fabrique européenne..., une mascarade tragique bien rodée.

Le Parti de l'émancipation du peuple (ex-MPEP) appelle les salariés à être exigeants avec leurs syndicats et invite les syndicalistes sincères et intègres à réagir face à l'euro-péisme et au réformisme socio-libéral. Notre Parti appelle à protester contre l'euro-syndicalisme intégré à l'UE, en marge du 13^e Congrès de la CES, à Paris, du 29 septembre au 2 octobre. Pour nous émanciper de la tutelle des marchés et faire face à la guerre de classe menée par le MEDEF, nous avons tous besoin d'un syndicalisme de lutte, vivant et souverain dans ses organisations.

LE PLEIN EMPLOI : C'EST POSSIBLE !

Le chômage n'est pas une fatalité mais le résultat de choix politiques délibérés. Oui le plein-emploi est possible. Le Parti de l'émancipation du peuple (ex M'PEP) propose, dans le cadre d'un programme politique résolument offensif, de mettre en place un droit opposable à l'emploi. La condition pour y parvenir est de reconquérir la souveraineté nationale et populaire car aucune perspective crédible pour l'emploi ne peut exister dans le cadre de l'Union européenne et de l'euro véritable machine à broyer l'emploi et les salaires.

Partout règne l'austérité et le chômage qui dépasse les 10% en France, 22% en Espagne, 25% en Grèce. Le MEDEF mène ouvertement une guerre de classe sans merci, attaquant désormais frontalement le Code du travail avec le soutien actif du gouvernement qui a opté pour la défense des classes dirigeantes et des intérêts de la finance mondialisée.

Rappelons-nous que le contexte économique et social de l'après-guerre a permis le plein-emploi et un rapport de force favorable aux salaires qui a entraîné une dynamique de progrès social continue jusqu'au milieu des années 70. Pour faire face à cette offensive sociale, les détenteurs du capital ont alors élaboré une stratégie pour que la part des revenus du capital augmente au détriment de la part des revenus du travail.

Pour cela, il leur fallait inverser le rapport de force. Tout a été fait pour y parvenir :

- Libre-échange pour mettre en concurrence les travailleurs, les systèmes sociaux et les fiscalités de tous les pays ;
- Montée en puissance de l'emprise de l'Union européenne et mise en place d'une monnaie unique construite pour servir d'abord les intérêts de l'Allemagne ;
- Réorganisation des entreprises et de leur management ;
- Sous-traitance ;
- Dénigrement du syndicalisme ;
- Attaque continue du droit du travail et de l'État social ;

- Financement des entreprises par les marchés financiers ;
- Délocalisation de l'industrie dans les pays à bas coûts de main-d'œuvre; au sein de l'U.E, avec les pays de l'Est, en Asie ou en Afrique du Nord ;
- Directives européennes sur les services, les travailleurs détachés notamment.

Il en résulte un chômage structurel massif, ce qui constitue le moyen le plus puissant pour faire baisser les salaires, accroître la précarité et la combativité des salariés.

La volonté politique doit s'imposer de nouveau, face à l'impérialisme des marchés financiers.

Il faut remettre au premier plan le droit fondamental à l'emploi inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 et repris par la Constitution de notre République : toute personne a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi. Un Etat souverain doit avoir le courage de mettre en place des mesures protectionnistes.

Par conséquent **le droit opposable à l'emploi, réellement mis en œuvre** – a contrario du pseudo droit opposable au logement – **doit être instauré**. Car **la société doit se sentir responsable de fournir un emploi à qui en est privé** : l'Etat par une législation appropriée et les bassins d'emploi par la mise en œuvre concrète en adéquation avec les besoins du territoire.

Cela ne pourra pas se faire sans des mesures radicales de transformation économique :

- **Contrôler** les mouvements de capitaux.
- **Démanteler** les marchés financiers.
- **Protéger et développer** les services publics, véritables outils pour satisfaire les besoins essentiels des populations.
- **Ré-industrialiser** le pays, interdire les délocalisations, relocaliser, développer les productions locales, instituer les possibilités réelles d'interventions des travailleurs dans les instances de décision des entreprises.
- **Reconquérir** notre souveraineté monétaire en reprenant en main la Banque de France et en sortant de l'euro.
- **Promouvoir des relations de coopération** entre les pays dans les échanges commerciaux pour éviter le dumping social et la destruction des emplois des pays concernés. C'est le projet défendu par les 53 pays qui signèrent la charte de la Havane en 1948, une charte oubliée de l'histoire que le Parti de l'émancipation du peuple entend faire revivre.

Face aux drames engendrés par le chômage et la précarité, un syndicalisme offensif, libéré de la tutelle de la CES, doit se faire entendre.

POUR EN SAVOIR PLUS
www.m-pep.org

ADHÉREZ AU PARTI DE L'ÉMANCIPATION DU PEUPLE !

BULLETIN D'ADHESION

Nom : Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Ville : Code postal :

E.mail : Tèl :

Homme Femme Montant de votre cotisation

Les personnes imposables bénéficient d'une réduction d'impôts égale à 66% des sommes versées dans un plafond de 20% du revenu du foyer fiscal. Les cotisations et les dons peuvent faire l'objet d'un prélèvement automatique (minimum 10 euros par mois). Pour les personnes non imposables ou à faibles ressources, le montant minimum de la cotisation annuelle est de 30 euros. Pour les autres, les cotisations doivent tendre vers 1% du salaire net.

MODE D'EMPLOI DE L'ADHESION : Adressez-nous votre bulletin d'adhésion accompagné d'un chèque à l'ordre de : Association de financement du M'PEP (agrée par la CNC-CFP le 1er janvier 2012) à l'adresse suivante : **Association de financement du M'PEP - 12, rue de la gare - Kernével - 29140 - ROSPORDEN.**

Ne pas jeter sur la voie publique

Retrouvez toutes les propositions du Parti de l'émancipation du peuple sur www.m-pep.org